



Grèce : Un an après la tragédie de Farmakonisi, les autorités grecques n'ont pas mené d'enquêtes adéquates sur la mort de 11 migrants noyés en mer

Le 20 janvier 2014, une embarcation de pêche, avec à son bord 28 migrants afghans et syriens, a fait naufrage au large de l'île grecque de Farmakonisi en mer Égée. Près d'un an après cette tragédie qui a coûté la vie à 11 migrants, dont huit enfants, justice n'a toujours pas été rendue.

La justice militaire a décidé de classer le dossier, mettant fin à toute procédure judiciaire. Une décision inacceptable pour les mouvements de défense des droits des migrants, qui ont dénoncé la clôture du dossier par la justice grecque. Celle-ci aurait tranché sur la base des seules déclarations des gardes-côtes, sans tenir compte de l'illégalité des interrogatoires menés auprès des rescapés, qui n'ont pas eu droit au service d'interprètes maîtrisant leur langue.

Dans leurs déclarations aux représentants du Bureau du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en Grèce, les survivants de la tragédie ont insisté sur le fait que l'incident était survenu alors que les gardes-côtes remorquaient leur embarcation vers la côte turque à grande vitesse. Ces accusations ont toutefois été démenties par les gardes-côtes. Selon un communiqué officiel, ceux-ci avaient répondu à un signal de détresse et tentaient de remorquer l'embarcation avariée jusqu'à l'île de Farmakonisi – et non vers la Turquie.

Une enquête indépendante sur cette tragédie, promise par le ministre grec des Affaires étrangères, a été interrompue par les autorités. Depuis, plus de 100 réfugiés et migrants sont morts en tentant de traverser la mer Égée. Cela reflète « la dureté de l'approche du pays en matière d'asile et de migration », dénonce Amnesty International à la date anniversaire de la tragédie de Farmakonisi.

« L'absence d'enquête adéquate sur les événements de Farmakonisi démontre un mépris total pour des pertes tragiques de vies. Une telle attitude, ainsi que la détermination du gouvernement à boucler ses frontières, laisse penser que des réfugiés et des migrants continueront de se noyer dans la mer Égée », a déclaré John Dalhuisen, directeur du programme Europe et Asie centrale pour Amnesty International.

Soutenu par un groupe d'avocats grecs, les survivants ont [introduit](#) un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Pour plus d'information, consultez [le communiqué de presse d'Amnesty International](#).

[Retour au sommaire](#)

Pour toute question ou contribution, merci de nous contacter à l'adresse suivante :

contact@maison-migrations.tn
